

## GOUVERNEMENT

# Remaniement ou changement cette semaine

**Abdelaziz Bouteflika procédera à des changements dans l'équipe gouvernementale qu'il annoncera très prochainement, avons-nous appris d'une source très bien informée. «L'annonce officielle se fera d'ici mardi», précise notre source.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - S'agit-il d'un changement, à proprement parler, du gouvernement ou d'un simple remaniement ? Autrement dit, Ouyahia sera-t-il reconduit comme Premier ministre ? Le changement sera-t-il d'ampleur ou restreint ? Aucune indiscretion fiable n'est en mesure de favoriser une réponse par rapport à l'autre.

«Seule certitude pour le moment, c'est l'imminence de ce changement».

Hier, la présidence a, en tout cas, ordonné au gouvernement de reporter sa réunion, prévue pour mardi, pour le lendemain, mercredi, dans l'après-midi.

«La réunion du gouvernement se tiendra

mercredi dans l'après-midi, car la matinée est consacrée à la cérémonie d'ouverture de la session de printemps du Parlement», exp

lique une autre source. Mais ce qui peut plaider le maintien d'Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement, selon nos sources, c'est surtout «le maintien de la réunion du gouvernement avec le même ordre du jour transmis jeudi dernier aux membres de l'exécutif».

Par ailleurs, le patron du Rassemblement national démocratique (RND) Ahmed Ouyahia a programmé de réunir les parlementaires de son parti, mardi à 17h à Ben Aknoun et «le rendez-vous est maintenu», affirmait-on dans son



Photo : Samir Sid.

entourage hier. Pour quel type de changement optera Bouteflika qui a, mardi dernier à peine, chargé ce même gouvernement Ouyahia d'une vaste feuille de route, un véritable plan d'urgence avec «obligation de résultats» et à

court terme, en plus ?

Le locataire d'El-Mouradia avait confié, lundi dernier, à l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, qu'il annoncerait «d'importantes décisions politiques», dans les jours à venir. Des

décisions recommandées surtout par le Conseil national de sécurité qu'avait réuni Bouteflika par deux fois ces derniers jours.

Entre autres, la levée de l'état d'urgence, des mesures choc dans les domaines de l'emploi, du

logement, etc. mais aussi de quelques «têtes» impopulaires au niveau du gouvernement. Alors qui payera les frais pour les besoins d'un effet d'annonce que cherche visiblement Bouteflika ?

K. A.

## MARCHE DE LA CNCD

## Les manifestants agressés

**Heureux les martyrs qui ne voient pas ce qui est advenu de l'Algérie pour laquelle ils ont consenti le sacrifice suprême. Un demi-siècle après l'indépendance, les manifestations publiques sont interdites et réprimées à coups de matraques et de renforts de «baltagua». La levée de l'état d'urgence, officielle désormais, n'y a rien changé.**

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Pour empêcher que des Algériens, répondant à l'appel de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), ne battent le pavé dans Alger, la police a barricadé au sens propre du terme les accès à la place des Martyrs.

Bouclier au bras et matraque en main, les forces anti-émeutes ont, dès les premières lueurs du jour, dressé le siège de la place des Martyrs, bouclant en même temps les accès y menant.

La veille, c'était aux élus des communes limitrophes de la placette de travailler le lâcher de «baltagua», des jeunes versés dans les petits

commerces informels ou carrément désœuvrés, recrutés à coups de billets de banque.

Ces jeunes, qui louent leurs voix et leurs bras pour casser du marcheur, sont, autant que ceux qui, chaque samedi, se mobilisent pour manifester pour le changement, des victimes du système.

Un système qui non seulement a sécrété les pires détresses sociales mais pousse aussi son machiavélisme jusqu'à les exploiter à son profit propre, en dressant des Algériens contre d'autres Algériens. Le procédé, pour le moins qu'on puisse dire, est criminel.

L'image de ces jeunes Algériens encadrés par la police s'en prenant avec une rare violence à

d'autres Algériens venus manifester pacifiquement est affreuse. Elle augure des pires dérives pour la nation.

Que le gouvernement ne crée-t-il pas de l'emploi pour ces jeunes réduits à squatter un bout de trottoir pour écouler quelques menues marchandises et, les samedis, à louer ses bras pour casser du marcheur !

Le procédé, condamnable, inventé par le président de l'APC de Sidi M'hamed, semble faire recette. Hier, à la place des Martyrs, «baltaguas» et forces anti-émeutes ont travaillé dans une communion parfaite à molester du manifestant.

Si les forces anti-émeutes ont opéré de manière sournoise, usant de coups de rangers aux tibias, les «baltaguas», eux, ont violenté à tous vents, assurés qu'ils étaient de l'impunité. Ces derniers ont usé de jets



Photo : Samir Sid.

de pierres à l'endroit des manifestants sans que la police daigne intervenir.

L'Etat encadre la violence quand cette dernière le sert. Affligeant spectacle que celui qui a eu pour théâtre la place des Martyrs hier samedi. Des policiers et des «balt-

guas» se prêtant main-forte pour empêcher que des Algériens ne marchent pacifiquement. Rien ne justifie cette violence, ni encore cette interdiction opposée à la marche.

L'état d'urgence, qui aurait pu servir d'artifice

légal à cette interdiction, n'est normalement plus de mise.

Mais il semble que sa levée est une chimère, une de plus.

Puisque le siège est maintenu sur la capitale et d'autres villes du pays.

S. A. I.